

Le Petit Journal



Bureaux: rue Confort, 14, à Lyon

Abonnements Lyon et Rhône

TROIS MOIS... 5 FR.
SIX MOIS... 9 FR.
UN AN... 18 FR.

LYONNAIS

UN NUMÉRO: 5 CENTIMES

Abonnements Départements

TROIS MOIS... 6 FR.
SIX MOIS... 12 FR.
UN AN... 24 FR.

Lundi 19 Septembre 1870

LA GUERRE

Le Ministre de l'Intérieur écrit à l'inspecteur des télégraphes du Haut-Rhin (Gérardmer (Vosges)).

Dites au préfet du Haut-Rhin que Paris tiendra indéfiniment, et que l'Alsace et les Vosges doivent organiser la défense dans les montagnes.

Que le Haut-Rhin envoie des représentants à la Constituante, quand même les élections devraient être occultes et se faire sous le sabre prussien.

Les élections ont lieu le 2 octobre.

Pour copie conforme,
Le préfet du Rhône,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

LA CONSTITUANTE

Une circulaire en date du 17 courant, de M. Jules Favre, vice-président du gouvernement de la défense nationale, ministre des affaires étrangères, fait ressortir la signification du décret qui avance les élections de l'Assemblée constituante.

La voici telle que nous la recevons par dépêche télégraphique; elle est adressée aux représentants de la France à l'étranger:

La résolution de convoquer le plus tôt possible cette assemblée, résume notre politique tout entière.

En acceptant la tâche périlleuse que nous imposait la chute du gouvernement impérial, nous n'avons eu qu'une pensée, défendre notre territoire, sauver notre honneur, remettre à la nation le pouvoir émanant d'elle, que seule elle peut exercer. Nous aurions voulu que ce grand acte s'accomplît sans transition; mais la première nécessité était de faire face à l'ennemi. Nous n'avons pas la prétention de demander le désintéressement à la Prusse, nous tenons compte des sentiments que font naître chez elle la grandeur des pertes éprouvées et l'exaltation naturelle de la victoire.

Ces sentiments expliquent les violences de la presse que nous sommes loin de confondre avec les inspirations des hommes d'Etat. Ceux-ci hésiteront à continuer une guerre impie, dans laquelle déjà succombèrent plus de 200,000 hommes. Ce

serait la continuer forcément que d'imposer à la France des conditions inacceptables. On objecte que le gouvernement est provisoire, sans pouvoir régulier pour représenter la France. Nous le reconnaissons loyalement, c'est pourquoi nous appelons tout de suite une assemblée librement élue. Nous ne nous attribuons pas d'autre privilège que celui de donner à notre pays notre cœur, notre sang, et de nous livrer à son jugement souverain.

Ce n'est donc pas notre autorité d'un jour, c'est la France immortelle se levant devant la Prusse, la France, dégagée du lindeul de l'empire, libre, généreuse, prête à s'immoler pour le droit et la liberté, désavouant toute politique de conquête, toute propagande violente, n'ayant pas d'autre ambition que de rester maîtresse d'elle-même, de développer ses forces morales et matérielles et de travailler fraternellement avec ses voisins au progrès de la civilisation.

C'est cette France qui, rendue à sa libre action, immédiatement demande la cessation de la guerre, mais qui en préfère mille fois les désastres au déshonneur.

Vainement, ceux qui déchainent ce redoutable fleau essaient aujourd'hui d'échapper à une responsabilité écrasante en alléguant faussement qu'ils cèdent au vœu de leur pays. Cette calomnie peut faire illusion à l'étranger, mais il n'est personne chez nous qui ne la repousse comme une œuvre de révoltante mauvaise foi. Les élections de 1869 eurent pour mot d'ordre: paix, liberté. Le plébiscite lui-même s'appropriait ce programme.

Il est vrai que la majorité du Corps législatif acclama les déclarations belliqueuses du duc de Grammont; mais quelques semaines avant elle avait acclamé aussi les déclarations pacifiques de M. Ollivier. La majorité, émanée du pouvoir personnel, se croyait obligée de le suivre docilement, et elle voit de confiance. Mais il n'est pas un homme sincère en Europe qui puisse affirmer que la France, librement consultée, eût fait la guerre à la Prusse. Je ne conclus pas que nous ne soyons pas responsables; nous avons eu tort, nous expions cruellement celui d'avoir toléré un gouvernement qui nous perdait; maintenant nous reconnaissons l'obligation de réparer, dans la mesure de la justice, le mal que l'on a fait.

Mais si la puissance avec laquelle on

nous a si gravement compromis se prévaut de nos malheurs pour nous accabler, nous opposerons une résistance désespérée, et il demeurera bien entendu que c'est la nation, régulièrement représentée par l'Assemblée librement élue, que cette puissance veut détruire.

La question ainsi posée, chacun fera son devoir.

La Fortune nous fut dure, elle a des retours imprévus; notre résolution les suscitera. L'Europe commence à s'émouvoir. Les sympathies nous reviennent. Ces sympathies des cabinets nous consolent. Ils seront vivement frappés de la noble attitude de Paris, au milieu de tant de causes de redoutables excitations. Grave, confiante, prête aux derniers sacrifices, la nation armée descend dans l'arène sans regarder en arrière, ayant devant les yeux ce simple et grand devoir: Défense de son foyer et de son indépendance.

Je vous prie, monsieur, de développer ces vérités au représentant du Gouvernement, près lequel vous êtes accrédité; il en saisira l'importance et se fera ainsi une juste idée des dispositions dans lesquelles nous sommes.

Jules Favre.

EN AVANT!

Ce matin à onze heures, un bataillon de francs-tireurs lyonnais a traversé la ville, musique en tête.

Il va partir pour coopérer à la défense du pays.

Une foule énorme accompagnait ces braves jeunes gens, superbes sous les armes, à l'allure énergique, bien décidés à lutter intrépidement contre les envahisseurs et à leur faire payer cher leur insupportable morgue.

En avant!

Les Prussiens se précipitent sur la France comme des oiseaux de proie... Assez longtemps nous leur avons laissé le terrain libre; assez longtemps nous avons hésité « La République nous appelle, sachons vaincre ou sachons mourir. »

C'est le chant de nos pères que pousse le cri du patriotisme exalté.

Écoutez-le. Soyons les dignes descendants des héros de 1792.

Voilà bien longtemps que nous n'avions entendu ces chants superbes. Au début de la guerre nous en avons été rassasiés à Paris, et cette splendide *Marseillaise* a été trainée dans les ruisseaux.

Les malheurs de la patrie lui ont rendu sa virginité, et ce matin j'ai ressenti au cœur une émotion très-vive en entendant la musique des francs-tireurs.

La *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, hymnes sublimes qui font vibrer le patriotisme, qui réveillent l'enthousiasme, salut à vous!

Les francs-tireurs qui viennent de partir nous quittent en emportant, dans le pli de leur drapeau, la haine de l'ennemi et l'amour de la France.

Puissent-ils nous revenir bientôt, après avoir refoulé l'ennemi, décimé les envahisseurs.

En avant!

LE SIÈGE DE PARIS

Avant de quitter Paris, nous avons reçu communication d'un mémoire écrit par un homme très-compétent en la matière, un officier supérieur du génie.

Nous l'avons lu et relu avant de le livrer à la publicité, et nous sommes convaincus que c'est l'expression très-exacte de la vérité.

Nos lecteurs y puiseront, comme nous-mêmes, une patriotique confiance dans la résistance de Paris.

Voici ce mémoire:

La campagne conduite par les Prussiens était depuis longtemps élaborée, comme on peut en juger par la précision avec laquelle les énormes masses allemandes ont été mises en mouvement, par les informations très-exactes et très-détaillées que possédait l'ennemi sur tous les pays qu'il parcourait, et par la sûreté avec laquelle il a fait subir à ses projets la variante imprévue nécessitée par les mouvements de Mac-Mahon, et qui s'est terminée par notre désastreuse capitulation de Sedan.

Maintenant, la campagne élaborée, étudiée dans le cabinet, exécutée par

Feuilleton du 19 Septembre 1870

L'OMBRE DU GÉNÉRAL

I
(Suite)

Dominique recula, pâle lui-même comme un spectre. Une angoisse terrible se lisait sur son visage. Vainement il s'efforça de répondre. Pour la première fois de sa vie, il tremblait.

Déjà le sourire s'était effacé des lèvres du général. Un sinistre pressentiment le mordait au cœur.

Le caporal enfin s'écria:

— Malheur!... on vous a cru mort... et maintenant... je n'ose pas vous dire... Elle vous a bien pleuré... Elle ne voulait pas... Ce n'est pas sa faute...

Simon alla fermer la porte et la fenêtre. Puis dévoré d'anxiété, mais calme en apparence, il revint s'asseoir en face de son soldat, et lui dit:

Je veux tout savoir... parle!

II

Prions le caporal Dominique de nous

céder la parole, et reprenons les choses d'un peu plus haut.

En 1789, Simon avait vingt-cinq ans; il était garde-chasse du comte de Valneuse.

Cette noble famille émigra, guidée, reconduite jusqu'à la frontière par Simon.

Déjà le péril était grand. Par des chemins détournés, sous bois, on traversa la montagne.

Durant cette pénible route, le garde-chasse avait porté dans ses bras la fille unique du comte, Amélie, une enfant de trois ans.

Après avoir rempli son devoir de serviteur, Simon se dévoua à sa patrie. Il s'enrôla comme volontaire.

En 1809, après Wagram, il rentra en Alsace avec le grade de colonel.

Une certaine agitation régnait à Colmar. Des officiers de l'armée de Condé des conspirateurs venaient d'être arrêtés, condamnés. C'était la mort.

Parmi eux se trouvait le comte de Valneuse.

Une belle jeune fille de vingt ans, Amélie, se présenta devant le colonel Simon, elle lui dit:

— Sauvez mon père!

Ce même jour l'Empereur arrivait.

L'ex-garde-chasse était devenu l'un des plus brillants officiers de la garde. Pour prix de ses services, il alla demander la grâce de son ancien maître.

Napoléon fronça le sourcil. Son regard d'aigle se fixa sur le colonel. Il lui dit d'une voix brève:

— Le comte n'a-t-il pas une fille?

— Oui, Sire.

— Qu'elle l'accepte pour mari, je pardonne à son père... et je te fais général.

— Mais je suis pauvre...

— Je te donne le château de Valneuse...

— Je ne suis pas noble...

— Tu es baron. Je signerai au contrat.

Je repars dans une heure.

Le nouveau général savait qu'il n'y avait pas à répliquer, pas à raisonner. Il se rendit à la prison. Demandant excuse pour son audace, il transmit au comte la volonté de l'Empereur.

Déjà le père refusait. La fille se montra. D'une chambre voisine, elle avait tout entendu. Elle était très pâle.

— J'accepte, dit-elle.

Une heure plus tard, le contrat se signait.

Les formalités du mariage exigèrent une semaine, pendant laquelle le baron Simon se permit à peine quelques visites, quelques mots.

Le matin même de la cérémonie, il reçut l'ordre de partir immédiatement pour l'Espagne.

— Courage! dit-il à sa jeune femme, vous serez peut-être bientôt veuve!

Et, presque au sortir de l'église, il monta en chaise de poste.

Ces sortes de mariages avaient un nom particulier. Une savonnette à vilain, disait-on, une savonnette impériale.

Simon croyait avoir rêvé. Il emportait dans son cœur, avec l'image de la baronne, une reconnaissance profonde, un dévouement à toute épreuve.

La guerre d'Espagne fut terrible, et certes il ne s'y ménagea pas. Cette glorieuse balafre qu'il portait au front, il l'avait gagnée là. Il en revint général de division, grand officier de la Légion d'Honneur.

Mais pour se rendre directement en Russie.

l'état-major prussien avec toute la hardiesse résultant du long et minutieux travail d'hommes d'une instruction et d'un talent supérieurs, cette campagne, dis-je, est terminée ou va l'être lorsque, dans sept ou huit jours, le gros de l'armée prussienne sera devant Paris; mais ici commence l'inconnu pour l'ennemi, et de là naissent mes espérances.

Je dis que l'inconnu commence et j'affirme que, dans l'idée prussienne, en présence de la masse qu'ils vont amener sous Paris, il n'y a pas eu d'autre pensée, sinon que Paris effrayé capitulerait.

Si l'armée, la garde mobile et la population se laissent aller à une terreur sans motifs, tout raisonnement devient inutile; mais si, au contraire, comme les journaux, les voyageurs et le nouveau gouvernement nous le disent, Paris est calme, résolu et prêt à se défendre sous l'inspiration du général habile qui est à sa tête, tout change et l'ennemi est, par ce fait même, complètement désorienté et ne sait plus comment s'y prendre.

C'est en inspirant cet esprit de résistance qu'à mon avis la proclamation de la République a été le salut de la patrie.

Il est de règle qu'une armée ne saurait investir une place sans avoir un effectif de quatre à cinq fois la garnison de cette place. Plus la place est grande, et plus il faut que cet effectif soit considérable, parce que, dans ce cas, les fractions chargées de garder les différentes routes seront plus éloignées de l'enceinte pour ne pas être exposées à être enlevées par un mouvement offensif de la garnison avant d'être soutenues par les fractions voisines. Il n'y a aucune solution militaire normale au problème consistant à faire investir 300,000 hommes armés et retranchés par une masse de 400,000 hommes.

Ce problème n'est susceptible que de solutions irrégulières, par exemple: tentative d'enlèvement par surprise d'un ou deux forts et d'une partie d'enceinte. Pour y résister, il suffit de se garder la nuit et le jour, de surveiller les sentinelles, de s'assurer qu'elles font leur service et de les convaincre de la nécessité d'avoir l'œil ouvert. Si elles poussent à temps le cri: Aux armes! que les postes et piquets puissent accourir sur les remparts dont l'ennemi cherche l'escalade, cette opération devient aussitôt exécutable, et les pertes de l'assaillant sont d'autant plus graves qu'il veut s'acharner à faire aboutir une tentative impossible. — A ce jeu, tenté devant Paris, il doit certainement laisser 40 ou 50,000 hommes et peut-être plus hors de combat, dans une seule affaire.

Tenter une opération de ce genre est donc, à mon avis, une folie dont doivent s'abstenir des militaires expérimentés. Les généraux prussiens partageront-ils à cet égard mon appréciation? Oui, certainement, ils le feraient, s'ils étaient libres d'agir à leur guise devant la capitale;

mais ils n'ont pas cette liberté d'action; ils sont devant Paris, ils ne peuvent y rester inactifs, et il faut qu'ils fassent quelque chose dans le sens qu'ils poursuivent.

Une tentative de surprise, quelque absurde qu'elle soit, est donc dans les choses probables. — Recommande, dans ton cercle d'action, d'avoir l'œil ouvert, surtout la nuit et à l'aube du jour ou au crépuscule, et vous n'aurez, le cas échéant, qu'à tirer l'ennemi comme on tire dans une cible. — Que postes et piquets accourent quand on poussera le cri: Aux armes! et les pertes de l'ennemi seront incalculables.

En fait de solution irrégulière, on peut aussi compter des mouvements successifs sur les différentes voies ferrées qui entourent Paris, pour les couper successivement; mais ceci me paraît aussi très-scabreux avec 400,000 hommes contre 300,000, car on a toujours avec soi des impedimenta: voitures de munitions, vivres, artillerie, etc., auxquels on ne peut faire faire aisément ces mouvements de flanc, et alors, gare à une attaque imprévue du gros de la garnison.

Je parle ici du simple investissement. S'il s'agit d'un siège, l'entreprise est bien plus difficile encore, et je ne vois pas trop comment l'armée prussienne pourra protéger efficacement ses batteries contre une attaque de vive force à laquelle prendront part 100,000 hommes que Paris aura toujours disponibles pour des entreprises de ce genre.

Les communications sont aujourd'hui complètement interceptées entre Paris et les départements.

Nous n'avons reçu aucune dépêche télégraphique de Tours, siège central du gouvernement.

Mais nos correspondants de cette dernière ville, ne pouvant sans doute se servir du télégraphe, ont dû nous écrire; nous attendons leurs lettres d'un moment à l'autre.

Nous savons, au surplus, qu'un journal officiel se publie à Tours, sous ce titre: *Bulletin officiel de la délégation du gouvernement de la défense nationale.*

La brusque attaque dirigée par les Prussiens contre la capitale, n'aura donc que retardé d'un jour les relations que nous nous sommes assurés la possibilité de publier.

Le général Trochu est plein de confiance et de sérénité. Il se sent maître de la situation, et il ne dissimule pas les espérances que lui donne notre formidable armement pour la défense de Paris.

Evidemment, dans le monde militaire, les impressions sont beaucoup meilleures qu'il y a quelques jours.

Nous savons de source certaine que l'épizootie fait d'affreux ravages dans les troupes que traîne à sa suite l'armée prussienne, et que les cadavres d'animaux sont si nombreux

qu'ils empoisonnent l'atmosphère des lieux où séjourne l'armée.

Pendant ce temps, la dysenterie sévit sur les soldats.

Aussi la démoralisation est-elle grande parmi ceux-ci.

Leurs chefs ne les soutiennent qu'en leur persuadant qu'ils vont entrer facilement dans Paris, et s'y reposer de toutes leurs privations.

Le général Dueros, l'un de nos meilleurs généraux, qui avait refusé de signer la capitulation de Sedan, et qui était emmené en Prusse, a pu s'échapper; il est rentré à Paris. On lui réserve un commandement important sous les murs de la capitale.

BULLETIN DE LA GUERRE

Le Journal du Rhône publie les dépêches suivantes:

Le sous-préfet au ministre de la guerre à Paris, et au préfet à Epinal.

Neufchâteau, 16 septembre, 7 h. du soir.

Un homme sûr m'arrive par les bois et me porte les nouvelles suivantes:

Placé sur une hauteur, dans la commune de Charme-la-Côte, à six kilomètres de Toul, il a été témoin de ce qu'il raconte.

Hier, à huit heures du matin, l'ennemi ayant réussi à installer de nouveau des canons sur la côte St-Michel, a ouvert un feu très-vif; la place lui a répondu avec une égale vigueur, et cette canonnade s'est prolongée jusqu'à dix heures; il y a eu alors une interruption qui a duré trois heures. Vers une heure, l'ennemi a recommencé le feu et a tiré assez mollement. La place ne répondait pas; mais, vers trois heures, elle a fait de nouveau un feu extrêmement violent et rapide, et, quoique les canons des Prussiens fussent abrités derrière une faïencerie, la place a réussi à faire tomber deux bombes jusque sur leurs pièces; le feu de l'ennemi a immédiatement cessé. Aujourd'hui, aucun coup de canon n'a été échangé: silence complet; mais on prétend que l'ennemi doit tenter demain une nouvelle attaque et même un nouvel assaut.

Les villages des environs renferment beaucoup de blessés prussiens.

Beaucoup de troupes autour de Toul, peu de monde aujourd'hui à Vaucouleurs, 200 hommes environ.

On ne laisse plus passer personne au-delà de Colombey.

Neufchâteau, 16 septembre,

11 h. 45 m. du soir.

Le sous-préfet de Neufchâteau au ministre de la guerre, à Paris.

Ce soir, vers 6 h. 1/2, un petit ballon, au bas duquel était fixée une nacelle, a été trouvé au coin d'un bois situé sur le territoire de Jargny-sous-Mureau, à 10 kilomètres de Neufchâteau.

Dans cette nacelle se trouvait soigneusement fixé un paquet ficelé et recouvert d'une toile gommée, blanche; on l'a ouvert et on a lu tout d'abord, sur un morceau de parchemin, un écrit daté de ce

matin, 16 septembre, signé par le général de Coffinières, commandant la place de Metz et scellé de son sceau, et par lequel cet officier supérieur priait la personne entre les mains de laquelle tomberait le paquet en question de le faire porter au plus proche bureau de poste français.

Le maire de Jargny, informé de cette découverte, s'est empressé de déférer à la recommandation du général, et il a porté ce paquet au bureau de Neufchâteau. Immédiatement prévenu, je m'y suis rendu.

Dans cette enveloppe gommée, j'ai trouvé huit paquets distincts, composés d'environ 5,000 petits billets adressés de Metz par nos soldats à leurs familles. Chaque billet a la même dimension et forme un carré long de 6 centimètres de hauteur sur huit ou neuf de large. Durant trois heures, le receveur des postes et moi avons lu un grand nombre de ces billets afin de découvrir les nouvelles qui pouvaient être utilement portées à votre connaissance.

Voici quelques passages extraits de cette correspondance:

« Nous sommes cernés autour de Metz depuis le 17, mais soyez tranquilles, nous en sortirons dans quelques jours. Nous n'avons ni famine ni épidémie, l'armée est en bon état; rien ne manque que des nouvelles. Nous sommes bloqués depuis la bataille de Gravelotte; les Prussiens sont à Briey.

« Je vous avais écrit que je partais pour Verdun, mais nous avons été arrêtés en route.

« La ville renferme encore beaucoup de provisions.

« J'attends les événements avec calme, écrit le général Jolivet au maréchal Vaillant. Nous n'avons pas eu d'engagement depuis le 1^{er} septembre; nous sommes campés aux environs de Metz, sous les forts. Le blocus est rigoureux, mais nous ne manquons de rien. Quoi qu'on ait pu dire, l'armée de Bazaine n'a pas été battue. Nous avons vaincu le 14, le 16, le 18 août; le 31 succès complet, et ce n'est pas fini. Quand le moment sera venu de faire une trouée nous la ferons.

« L'état sanitaire est excellent. Nous espérons bien battre encore les Prussiens. »

Autre lettre:

« Nous nous sommes battus victorieusement les 14, 16, 18 et 31 août et le 1^{er} septembre.

« Le point de départ du ballon qui vous portera ces dépêches est l'Ecole d'application; il ne nous est pas permis d'écrire plus longuement; je suis sain et sauf, et chef de bataillon à la suite des combats de Servigny et de Noisseville du 31 août et du 1^{er} septembre. Il existe dans mon régiment le même enthousiasme qu'au départ de Paris. »

«... Nous sommes campés à Borny sous Metz; j'ai assisté aux batailles de Borny,

Valneuse se trouvait sur le chemin, il s'y arrêta quelques jours.

Le comte était mort. Amélie, plus belle encore, vivait seule et retirée dans le vieux château. L'arrivée de son mari fut pour elle une joie. Il s'était comporté si noblement avec elle! On devinait, sous la discrète réserve du généreux soldat, tant d'affection, tant d'amour.

A Moscou, Simon reçut une lettre d'Amélie; elle allait être mère.

Oh! maintenant, il ne voulait plus mourir!

Au passage de la Bérésina, criblé de blessures, il resta parmi les cadavres enseveli sous la neige.

Les Cosaques savaient retrouver les épauettes d'or. En lui arrachant les siennes, ils s'aperçurent qu'un dernier souffle de vie lui restait. On le jeta dans un fourgon, on l'emporta. Décidément la mort ne voulait pas de lui.

Ce fut dans les mines de Sibérie que s'acheva sa guérison. Il y vécut pendant trois ans, fou de colère et de douleur, n'ayant qu'une pensée, qu'une espérance, sortir de ce tombeau, revoir son pays, sa

femme, embrasser son enfant! Grâce à ce souvenir, il eut la patience de tromper ses gardiens, le courage d'échapper à cet enfer.

Libre enfin, mais sans ressources, sans guide, en haillons, traqué comme une bête fauve, se cachant de jour, ne marchant que la nuit, il traversa l'Europe, la France, que les alliés occupaient encore. A chaque étape, c'était un nouvel obstacle, une nouvelle humiliation, un nouveau péril. Il surmonta tout, il endura tout. Vingt fois, exténué de fatigue, on le vit tomber au bord de la route. Il avait mendié, lui, le général Simon!

Mais que lui importaient toutes ces tortures.

Devant lui, à l'horizon, il voyait son enfant, sa femme! On le pleurait! On l'aimait! On l'attendait! Galvanisé par ce mirage, Simon retrouvait des forces; il marchait encore, il marchait toujours!

Nous l'avons vu arriver, apparaître au caporal Dominique. Il vient de lui enjoindre d'expliquer ses premières paroles, et déjà présentant une épreuve plus cruelle encore que toutes celles qu'il a subies, il le regarda, il l'écoute.

III

— Mon général, dit le soldat, vous savez combien je vous respecte et quel est pour vous mon attachement!... Là-bas, quand vous êtes tombé, je vous couvrais de mon corps... Aujourd'hui, pour conjurer le chagrin qui vous menace, je donnerais ma vie!... Et cependant je vais épouser Joséphine... Mais ce n'est pas de ça qu'il s'agit!... Ça ne nous avancerait à rien!... Mon général, croyez-en votre fidèle, il ne faut accuser personne... C'est une fatalité!... Cré nom! j'en ai froid jusque dans la moelle des os... Je n'ose pas! — Simon restait immobile, l'œil fixe, le visage livide, le sein haletant. Ses longs doigts décharnés martelaient impatiemment la table. Il répétait d'une voix saccadée:

— Va!... Mais, va donc!... J'attends!

— Pour lors, reprit Dominique, je reviens au pays. Moi-même j'y apportai la nouvelle de votre mort. Ah! brigand que je suis, j'en me le pardonnerai jamais!... Votre femme prit le deuil. Elle le portait encore quand on me renvoya ici après Leipzig, après Waterloo. Ses parents étaient rentrés en France. Il y avait son

cousin, celui qu'on appelle aujourd'hui le comte de Valneuse. Autrefois, durant l'émigration, on les avait fiancés. Je vous le jure, mon général, elle a résisté longtemps; c'est sa famille, c'est le roi qui l'a voulu. On lui reprit le château, qu'on rendit au jeune comte. Pour elle, pour son enfant, l'exil, la misère! Elle se croyait veuve. Toute autre à sa place eût fini par céder. Il y a six mois seulement qu'elle a consenti, qu'elle s'appelle la comtesse de Valneuse!

— Remariée! s'écria Simon, elle s'est remariée!

Il était debout, superbe de désespoir et de colère.

Des grosses larmes coulaient sur son visage.

Tout à coup Dominique fit un mouvement.

— Qu'y a-t-il? murmura Simon.

On entendait, au lointain, le roulement d'une voiture.

— C'est le comte et la comtesse qui reviennent! dit le soldat.

— Oh! je les tuerais tous les deux! s'écria le général.

Charles Deslys. (La suite à demain).

Gravelotte, Saint-Privat et Gervigny... »
 «... C'est le deuxième ballon que nous tentons de vous faire parvenir.
 « Le colonel Kelleadee est mort à la suite de blessures ; nous ne désirons que la reprise du beau temps. Rien ne nous manque. »
 Ces divers billets ont été expédiés par les courriers du matin pour leurs destinations respectives.

L'AFFAIRE DE LAON

La vérité n'est pas encore connue sur le fait qui s'est produit à Laon, au moment de la prise de possession de la citadelle par les Prussiens.
 Le fait positif, indiscutable, c'est que la citadelle a sauté, ensevelissant sous ses décombres l'état-major prussien et un certain nombre de soldats.
 Est-ce le général Theremin-d'Ham qui s'est fait sauter ? Est-ce un simple soldat qui s'est dévoué ?
 Est-ce un simple accident ?
 On ne sait.
 Nous avons donné succinctement les trois versions sans pouvoir affirmer sûrement quelle est la vraie.
 Le Figaro publie le récit suivant sous ce titre :

LE GARDE HENRIOT

C'est le nom d'un soldat obscur, un nom que toute la France doit apprendre et qui mérite d'être inscrit en lettres d'or dans les annales de nos gloires. Henriot, garde d'artillerie à la citadelle de Laon, vivait depuis nos désastres des 6 et 7 août dans un état d'exaltation patriotique de nature à étonner ceux qui connaissent son caractère froid et résolu.
 Il avait pris une étrange habitude de marmotter sans cesse entre ses dents des mots intelligibles ; d'autres fois son cœur débordait :
 — Je ferai tout sauter ici, disait-il.
 Comme l'ennemi approchait de Laon, il fit même la confidence de ses héroïques projets à l'un de nos confrères, alors rédacteur du Journal de l'Aisne, aujourd'hui engagé volontaire dans un régiment de ligne.
 Point de doute ! c'est Henriot qui a fait sauter la citadelle de Laon. Outre ces confidences dont nous parlons, il y en a plusieurs autres preuves. Henriot, en vertu même de ses fonctions, avait seul la clef des poudres.
 On a parlé d'un simple soldat qui aurait accompli l'œuvre terrible de l'explosion. Mais il faut alors supposer que le garde d'artillerie aurait remis la clef à ce soldat, en lui disant : « Sacrifie-toi à ma place, et meurs pour la patrie ! » Ce qui est inadmissible.
 Quant au général commandant la citadelle, et au commandant de la garde mobile, à qui d'autres récits ont attribué cette résolution redoutable, leur seule présence dans la citadelle au moment de l'explosion dit assez qu'ils n'en furent pas les auteurs et qu'ils ignoraient ce qui se préparait. Si c'étaient eux qui eussent assuré la mort des ennemis, la leur était inutile, et l'un d'eux au moins aurait eu le temps de se retirer.
 C'est donc Henriot, un brave entre les braves, un vieux soldat décoré à la bataille de l'Alma qui a conçu ce dessein stoïque — que seul il pouvait aisément exécuter. Nous avons donc raison de dire en commençant que son nom doit être gravé à côté de ceux des marins de la République qui firent sauter le Vengeur, sur le marbre de nos monuments et dans la mémoire de tous les Français.

NOUVELLES GÉNÉRALES

L'armée de la Loire continue à se former ; elle est sous le commandement du général de La Motterouge.
 Il y a quelques années à peine, M. le maréchal Niel, prévoyant les jours futurs, disait :
 « Un jour, les deux peuples se prendront corps à corps pour une lutte mortelle. Ce lambeau de frontière sera disputé désespérément. Nous triompherons ; mais la guerre sera rude. Oh ! n'attaquez pas l'Allemagne chez elle, nous serions vaincus. Les temps ont changé, les conditions de la guerre ont été modifiées aussi. Léna est une glorieuse page dont on ne tire pas deux éditions. Ayons l'héroïque dévouement. Ouvrez la poitrine de la France et laissez entrer l'ennemi. Laissez-lui le chemin d'Autila, et l'ennemi ira à cette terre vengeresse qui dévore les conquérants. »
 Les officiers sont très-frappés de la bonne tenue et de la discipline des gardes mobiles de province. Et plusieurs considèrent que cette

épreuve peut amener un bouleversement complet de notre organisation militaire.
 Il n'est plus douteux aujourd'hui que le général de Faily soit vivant et bien portant. Mais nous connaissons maintenant l'origine du bruit d'après lequel il aurait été tué par un de ses soldats. Le général de Faily a été menacé sérieusement de cette mort-là. La veille de la capitulation, un soldat de son corps, ayant su que le général dînait paisiblement dans un restaurant de Sedan, a fait irruption dans l'établissement et s'est précipité sur lui. Une bonne du restaurant a pu faire fuir le général par un porte dérobée.
 Quant à la nouvelle précédemment donnée par le correspondant d'un journal, qui prétendait avoir vu le corps du général de Faily sur le champ de bataille, criblé de balles, il faut l'attribuer à une méprise.
 Le conseil municipal de Saint-Etienne, dans sa séance de jeudi, a voté un emprunt de 1,200,000 francs pour la défense de la ville, l'armement de la garde nationale, l'organisation des ambulances, etc.
 Cet emprunt sera réalisé par la voie de souscription publique, avec intérêt à 5 pour 100 et remboursable en douze annuités, à partir de 1876, époque à laquelle la dette municipale antérieurement contractée sera éteinte.

NOUVELLES DE LYON

Un arrêté signé par M. Hénon, président du Conseil municipal, faisant provisoirement fonction de maire, et contre-signé par M. le préfet du Rhône, fixe au 22 septembre les élections de ballottage pour les conseillers municipaux.
 Il reste à élire :
 2 conseillers pour le 1er arrondissement ;
 1 — — — 2e — — —
 5 — — — 3e — — —
 2 — — — 4e, en remplacement de M. Chepié, qui a opté pour le 1er, et de M. Perret, qui a opté pour le 3e.
 Le scrutin sera ouvert de 6 h. du matin à 6 heures du soir.
 Les listes et cartes électorales du 15 serviront pour les élections du 22 septembre.

La garde nationale de Lyon forme actuellement huit bataillons forts de 4 à 7,000 hommes. Cet effectif considérable présente de sérieux inconvénients.
 Il va être procédé à une réorganisation qui portera à trente le nombre des bataillons, ramenés chacun à l'effectif régulier de 12 à 1,500 hommes.
 On assure que dimanche prochain aura lieu la grande revue de la garde nationale de Lyon.

M. le préfet du Rhône vient de prendre l'arrêté suivant :
 Attendu que l'organisation de la défense nationale exige l'activité de tous et l'accord le plus grand dans la marche des travaux de fortifications ;
 Attendu que la vente journalière d'eau-de-vie et boissons alcooliques sur les chantiers est une cause de troubles qui nuit à la rapidité et au bon ordre du travail,
 Arrête :
 Art. 1er. Toute vente d'eau-de-vie et boissons alcooliques est interdite sur les chantiers.
 Art. 2. Tout contrevenant au présent arrêté sera poursuivi conformément aux lois.

Dans la nuit de samedi à dimanche, à une heure du matin environ, un incendie a éclaté au numéro 5 de la montée du Chemin-Neuf, dans un atelier de coutellerie appartenant à M. Crespin.
 Un corps de bâtiment, construit tout en briques, a été, en grande partie, la proie des flammes, mais des secours arrivés à temps ont pu, par bonheur, circonscire l'incendie, et l'empêcher de s'attaquer à plusieurs autres bâtiments de construction légère, situés en contrebas, dans la rue Tramassac, qu'il eût sans cela facilement dévorés.

DE PARIS A LYON

III
 Mon cher directeur,
 Je vous ai parlé hier de nos désastres et de l'héroïque patriotisme qu'ils ont suscité ; je me propose de montrer aujourd'hui la vigoureuse résistance que rencontre l'armée prussienne sous les murs de Paris, et plus spécialement de vous dire les services qu'est appelée à rendre la garde nationale à cheval.
 Je tiens les détails qui vont suivre de

M. le comte des Isnards-Suze, l'un de nos compagnons de voyages.
 M. de Suze appartient à l'ancienne famille du Comtat-Venaissin, qui s'est transmis de génération en génération le beau château qui domine le village de Suze-la-Rousse. C'est un grand propriétaire terrien ; et, bien certainement, le service écrasant qu'il fait depuis quinze jours à dû modifier de fond en comble son existence naguère encore si facile et si douce.
 Mais il supporte toutes les fatigues avec une stoïque bonne humeur. Pour obtenir une permission de deux jours, il a dû passer trois nuits de suite à cheval ; pour se reposer, il a entrepris un voyage de trente-six heures au moins ; et, de retour à Paris, il remontera sur son cheval de combat.
 J'ajoute — et c'est une justice que je lui rends bien volontiers — que la noblesse française a été et est admirable dans la crise que traverse la France.
 Les listes de volontaires sont remplies de grands noms ; le service des ambulances de la Société de Secours aux blessés est fait par des hommes riches ou titrés. On cite de simples infirmiers qui ont cent mille francs de rente.

La proclamation de la République a ému peut-être ces hommes que les traditions de famille ou des attachements personnels pouvaient attirer vers une autre solution ; mais ils l'ont saluée sans arrière-pensée, parce que la République est le salut de la France ; et ils la servent avec dévouement et abnégation.
 Ne croyez pas que la garde nationale à cheval soit une arme de fantaisie, et crée seulement pour permettre aux jeunes cavaliers de caracolier sur de beaux chevaux en costume élégant.
 Il y a loin de là, à la réalité. Ces messieurs ont une rude mission à remplir. Non-seulement ils portent les ordres dans l'intérieur des fortifications, mais encore ils servent d'éclaireurs, et toutes les nuits ils vont hors des portes de Paris à la recherche des Prussiens.
 Dans ce cas ils s'avancent par petits pelotons, le pistolet au poing, le sabre nu ; je les crois très-décidés à vendre chèrement leur vie à la première rencontre.

Il y a douze jours environ que la garde nationale à cheval est employée à ces reconnaissances. Précédemment, elle avait un simple service de garde, soit à l'escorte du général Trochu, soit à la porte des Tuileries.
 Le 4 septembre, un garde national à cheval était de planton sous l'une des tentes placées à l'avant de l'Arc-de-Triomphe du Carrousel, ayant en face de lui un lancier. Il dut son salut à son sang-froid. Le peuple ne connaissant pas ce costume, lui aurait fait un mauvais parti.
 Depuis douze jours, le service de la garde nationale à cheval est réellement sérieux et utile.
 Elle se compose de quatre escadrons, soit un effectif de 350 hommes environ, tous équipés et montés à leurs frais. Les chevaux sont presque tous des pur-sang dignes de figurer sur les hippodromes ; puissent-ils porter à la victoire les éclaireurs parisiens.

Allez, messieurs ! vous avez à déjouer les ruses des barbares du Nord. Ils ont été et ils sont infâmes ; ils ont fusillé des paysans inoffensifs, maltraité des vieillards, insulté des femmes... Soyez impitoyables.
 Oubliez que par la naissance, par l'éducation, par le cœur, vous êtes français ; c'est-à-dire humains, miséricordieux, chevaleresques, et courez sus aux envahisseurs, ivres de leurs premiers triomphes.
 Soyez les uhlands de l'armée de défense !
 Oui, des uhlands ! Il faut combattre l'ennemi avec ses propres armes ; opposer la barbarie voulue, préméditée, à la barbarie naturelle. L'homme peut se transformer par la force de la volonté : l'amour de la patrie, la haine de l'oppression vous donneront ce sublime courage du désespoir.
 H. SERIGNAN.
 (La fin à demain.)

INSTRUCTIONS AUX PRÉFETS.

Voici le texte des instructions données par le ministre de l'intérieur aux préfets, au sujet de l'inscription des hommes valides de 25 à 35 ans, et eu conséquence de laquelle MM. les maires de Lyon ont fait placarder les affiches que nous avons fait connaître hier :
 Monsieur le préfet,
 Le gouvernement, fidèle à sa mission, n'a jamais perdu de vue un seul instant le grand intérêt de la défense nationale sur tout le territoire. Il est heureux de voir éclater les sentiments de patriotisme qui sont le gage de la résolution énergique de la France, et comptent au premier rang de ses ressources en face des éventualités de l'avenir. Mais c'est surtout dans des circonstances aussi périlleuses que celles où nous sommes qu'il est juste de dire qu'il n'y a rien de fait tant qu'il reste quelque chose à faire ; et il importe au plus haut degré de procéder sans retard à l'organisation et à la mobilisation des forces vives du pays ; je veux parler de la garde nationale sédentaire dans toutes les communes.

Je vous prie donc, en conséquence de vouloir bien ordonner à tous les maires de votre département d'inscrire sur des contrôles préparés à cet effet tous les citoyens de vingt et un à soixante ans susceptibles de faire partie de la garde nationale. Cette première opération terminée, vous appellerez tous les gardes nationaux inscrits, à élire leurs officiers, sous-officiers et caporaux, de manière à constituer les cadres de la garde nationale de chaque commune dans le plus bref délai. Enfin, les cadres constitués, vous aurez, de concert avec les officiers élus, à préparer aussitôt les éléments de compagnies détachées qui pourront être appelées, aux termes de la loi des 8 août, 28 mai et 13 juin 1851, à faire un service hors du territoire de la commune ou même un service de corps mobilisés pour seconder l'armée de ligne dans les limites fixées par la loi.
 Ces compagnies détachées, formées par les maires assistés des officiers de la garde nationale, seront de la sorte toutes prêtes, suivant les éventualités de la guerre, et les besoins de la défense nationale, à être mises à la disposition de M. le ministre de la guerre, à qui revient la tâche de les utiliser, et qui aura sur elles toute l'autorité que confèrent les lois et règlements militaires.

J'attends de vous l'exécution aussi prompte que possible des ordres ci-dessus consignés, avec un rapport complet sur les mesures de détail auxquelles l'exécution des ces ordres aura donné lieu.
 Recevez, monsieur le préfet, l'expression de mes sentiments les plus distingués.
 Le membre du gouvernement de la défense nationale délégué au département de l'intérieur,
 LÉON GAMBETTA.

PARIS CAMP RETRANCHÉ

Les derniers journaux de Paris parvenus à Lyon sont à la date du 16 septembre.
 A cette époque, les Prussiens s'avançaient à marche forcée, mais ils n'étaient pas encore aux portes de la capitale.
 Notons la physionomie de Paris à cette heure suprême du danger. Dieu seul sait comment nous retrouverons la grande ville et dans combien de temps. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que Paris est animé d'une héroïque résolution et qu'il se montrera aussi courageux, les armes à la main, qu'il est brillant et léger pendant la paix.
 Cette conviction est corroborée par le tableau suivant que publie le Français :
 Paris a, depuis quelques jours, un aspect que ne lui connaissent pas les hommes de notre génération. Ce n'est plus la ville du luxe, du plaisir, des affaires rapidement faites et de la vie joyeusement menée ; c'est la plus grande place de guerre du monde, se préparant à une lutte grandiose comme elle.
 On ne rencontre plus dans la ville, ni sur les boulevards, ni aux Champs-Élysées, ni dans les quartiers les plus aristocratiques, un seul équipage. Les petits coups des médecins passent seuls encore, conduisant l'art et les soins de la science près du lit des malades.
 Les voitures des messageries et les camions de nos lignes de chemins de fer ne roulent plus ; les compagnies de chemins de fer n'acceptent plus l'expédition de marchandises. La rue du Sentier a fermé ses magasins ; la rue des Bourdonnais ne reçoit plus d'Elbeuf une pièce de drap, et la rue de la Victoire n'a plus de nouvelles des grandes usines de Sarreguemines,

Seules, ces derniers jours, les voitures chargées des approvisionnements franchissaient le seuil de l'enceinte; de vastes charrettes pleines de paille et de foin, d'autres chargées de sacs. Les rues sont livrées aux longues et hautes voitures de la maison Bailly, qui, chargées jusqu'au faite, rapportent jusqu'à Paris les meubles de nos villas suburbaines.

Les voitures de place sont en plus petit nombre: on n'y voit guère que les officiers de la garde mobile fumant leurs cigares. La Compagnie générale des omnibus a supprimé un tiers de ses services, et cependant le nombre des voitures est encore suffisant, tant le mouvement des affaires et le va-et-vient des transactions ordinaires sont absolument suspendus. En revanche, à chaque instant on rencontre les petites voitures d'ambulance de l'intendance militaire, des trains d'artillerie, des caissons, des camions aux petites roues basses et puissantes, portant quelque énorme canon. Les rues et les boulevards n'étant plus arrosés, il s'élève une poussière comme la fumée de la poudre. Les arbres des boulevards ont perdu leurs feuilles; les marronniers des Tuileries tout brûlés étendent leurs immenses ramures jaunes sur les équipages d'un parc d'artillerie. Le jardin est fermé; fermés sont les jardins du Louvre; fermés les squares. Les bas côtés des Champs-Élysées sont couverts par des groupes de gardes mobiles ou de gardes nationaux qui font l'exercice.

La cour du Carroussel, la cour du Louvre, la cour de l'Institut, la cour du Conservatoire, le parvis Notre-Dame, toutes les places sont occupées de même. Dès sept heures du matin, on entend la voix des officiers-instructeurs commandant la charge, le choc des fusils sur le sol, le bruit des chiens tombant sur les batteries.

Les eaux de la Seine tenues hautes coulent à plein bord. L'écluse de la Monnaie est ouverte; une douzaine de gros bateaux sont amarrés dans le bief; la Compagnie du touage a cassé son service, ses grands porteurs ne tiennent plus sur la chaîne sans fin la suite des longs chalands. Les petites mouches allaient et venaient hier encore.

Dans les rues, du monde au moins autant qu'à l'ordinaire, mais un monde différent: peu de femmes, peu d'enfants, des soldats, un nombre infini de « mobiles » beaucoup en abusés, des francs tireurs avec des costumes étranges, des gardes nationaux.

On rencontre parmi ceux-ci des hommes occupés qui vont à leurs affaires et reviennent du poste: ils ont une serviette d'avocat sous le bras, et sur l'épaule un fusil. Aux portes des mairies, aux piliers de la rue de Rivoli, aux parapets des ponts, à la porte des ministères, une foule relisant les dépêches qu'elle a déjà lues hier et qu'elle lira encore demain.

La police a disparu. Pas de sergent de ville, pas un agent de police; çà et là, un poste de gardes nationaux ou de gardes mobiles établis dans une boutique; un monsieur, chapeau noir sur la tête, va et vient au milieu de la rue, présentant aux passants une petite boîte de bois blanc: c'est un tronc pour les blessés, ou pour l'équipement d'un corps franc quelconque.

Les boutiques sont ouvertes comme d'ordinaire, mais on n'y fait point d'affaires. Les seuls magasins où le public se présente sont ceux où l'on trouve des équipements militaires, des cartouchières, des pare-balles. Les marchands de comestibles, assaillis de demandes, ces derniers jours, par les ménagères épouvantées et prévoyantes, ne voient plus personne; chaque ménage a des provisions abondantes. Le long des trottoirs, les petites voitures des regrattiers offrent au plus bas prix les plus beaux fruits; c'est la récolte de Fontenay, de Montreuil, d'Argenteuil, de Nogent, cueillie à la hâte en crainte des Prussiens, et vendue tant bien que mal à la ville. On a des bottes de fleurs énormes pour dix centimes, mais on n'achète des fleurs que pour la statue de Strasbourg, et cela ne suffit pas pour « faire aller le commerce. »

Les vitrines des marchands d'estampes et de photographies ont changé leurs exhibitions: on n'y trouverait plus un seul portrait de Napoléon III, de l'impératrice ou du prince impérial. Le regard rencontre encore par hasard une princesse Clotilde oubliée, depuis longtemps le prince Napoléon n'était plus demandé. En revanche, on est rassasié de portraits de Garibaldi; les marchands avaient de ces portraits un vieux stock qu'ils ne comptaient plus écarter. Garibaldi a repris faveur: il tient la place des sénateurs, des députés de la droite et de la collection des anciens ministres. Les petites dames trouvent en ce moment plus de fidélité chez les marchands d'estampes et aux exhibitions photographiques que les grands hommes: les vitrines des marchands ne sont pas encore purifiées comme les rues, cependant la réforme commence. Quelques obscénités apparaissent honteuses dans des étalages interlopes, mais les grivoiseries « comme il faut » diminuent.

Les églises sont plus fréquentées qu'à l'ordinaire; les gardes mobiles de nos départements y affluent: ils se mettent à genoux sur la pierre, dans les allées, et prient quelques instants avec une gravité touchante.

Les grandes portes de la Banque, du ministère des finances, de l'hôtel des Postes sont fermées; au Trésor et à la Banque, il y a des troupes campées dans les cours intérieures, prêtes à défendre contre un coup de main ces importants établissements. La Bourse est déserte.

Les restaurants élégants sont presque déserts: personne chez Durand, personne au café Foy, peu de monde chez Voisin. du moins pendant le jour. La classe des « viveurs » est en fuite, ou se cache: on ne mange plus qu'à huis-clos. Les restaurants d'ordre secondaire, ceux où l'on mange parce qu'on a faim, sont encore remplis: ce sont les officiers de la garde nationale mobile qui y affluent. Les commandants de certains bataillons essayent d'organiser des mess et de grouper leurs hommes autour d'une table commune: ils n'y réussissent pas. Qui ne préfère un peu de liberté?

Les bestiaux qui occupaient le bois de Boulogne sont rentrés: on les a établis dans des parcs sur les anciens boulevards. Derrière des palissades en bois de sapin on voit passer les longues cornes blanches des bœufs du Bourbonnais, on entend le bêlement plaintif des moutons du Berry; de distance en distance, d'énormes tas de foin se dressent entre les arbres. Les basses-cours de la banlieue ont émigré dans les arrière-cours de nos maisons, ou sur les terrasses: on est tout étonné d'entendre rue de Richelieu, à cinq heures du matin, le chant du coq, comme dans une ferme de Brie ou de Beauce.

On rencontre quelques mendiants, mais en petit nombre; et cependant, si la mendicité est toujours interdite par la loi, elle n'est plus tourmentée par la police. Les marchands de petits objets deviennent tous les jours de plus en plus rares aux abords des ponts et sur les boulevards: on vend encore des cannes à épée pour 1 fr. 50, mais les polichinelles, les lapins qui remuent la tête, et l'araignée qui garantit « la paix des familles » sont partis avec les enfants. L'aveugle du pont des Arts est toujours là, mais la marchande en face de l'Institut n'a vendu dans la journée d'hier que deux bouquets d'un sou.

J. Marc.

LES FONDS SECRETS

Le gouvernement de la défense nationale a donné l'ordre de dépouiller tous les documents relatifs au gaspillage des ressources de la France, pendant les dix-huit ans du régime corrompu qui s'est effondré sous ses bontés.

L'histoire fera le jour dans toutes ces ténèbres: elle clouera à son pilori les hommes qui ont vendu leurs services et fait marché de leurs convictions.

En attendant, voici, d'après le *Daily-News*, des révélations fort curieuses qui expliquent, d'une manière plausible, la différence qu'on a trouvée entre la force réelle de notre armée et les chiffres produits par le ministre de la guerre, et la raison qui aurait décidé Napoléon III à faire la guerre en désespoir de cause, bien qu'il n'y fût pas préparé.

Pendant ces dernières années, la liste civile de l'empereur n'avait pas suffi aux dépenses extravagantes de sa cour, à ses largesses envers ses créatures et aux frais du service secret qu'il était obligé d'entretenir, afin de conserver l'amour de ses sujets pour l'impérialisme. Environ 50 millions de francs étaient donc annuellement enlevés au ministère de la guerre pour être remis à l'empereur.

Ce détournement était dissimulé par des achats d'approvisionnements qui figuraient dans les comptes sans avoir jamais été opérés et par l'absorption des fonds qui étaient versés dans la caisse militaire par les jeunes gens tombés dans la conscription et qui devaient servir à leur procurer des remplaçants.

Les régiments qui nominativement figuraient pour 2.000 hommes, n'en contenaient que 1.500. Le prix des remplaçants et les frais supposés de leur entretien étaient détournés pour la liste civile.

Lorsque l'empereur fut obligé, il y a quelques mois, de céder au cri qui réclamait le gouvernement parlementaire, il savait que la législature à venir compterait des constitutionnels en si grand nombre que, même en présence d'une majorité impérialiste, le scandale des fraudes viendrait au jour. Donc, il ne lui restait qu'une chance à tenter: la guerre.

Une campagne heureuse pouvait mettre de côté le gouvernement parlementaire; ou, si

cela n'était pas possible, le déficit en hommes et en matériel pourrait être mis sur le compte de la guerre.

Le maréchal Lebauf espérait que, même avec des forces bornées, une seule victoire gagnée amènerait une paix glorieuse.

Il était, avec les adhérents personnels de l'empereur, dans le secret, mais ils étaient tous également compromis, et ils sentaient bien qu'ils devaient couler à fond ou nager avec le maître; car pour eux comme pour lui, la seule chance d'impunité était dans cette seule victoire.

Que le chef pillé, les subordonnés pillent à l'envi.

L'empereur et son ministre de la guerre ont vu qu'ils ne pouvaient compter sur les hommes et les ressources qu'ils croyaient posséder.

Il se trouva que les vivres et les munitions manquaient pour opérer le mouvement du passage de la frontière; de là le retard de l'attaque et les désastres qui ont suivi.

Je vous livre ce récit tel que je le tiens de personnes en position de savoir ce qui s'est passé « derrière le rideau. »

Ce qui le confirme dans ma pensée, c'est que beaucoup d'adhérents personnels, qui ont occupé des postes officiels et ne possédaient aucune fortune privée avant l'empire, dépensèrent notablement le double de leurs appointements, et sont aujourd'hui propriétaires d'hôtels, de domaines et autres sources de revenus.

LES HÉROS FRANÇAIS

M. ALBERT DURUY.

Après de longues inquiétudes sur son sort, une lettre de notre brave confrère, M. Albert Duruy, a fait connaître à sa famille qu'il est prisonnier à Mayence.

Voici dans quelles circonstances il a été pris. C'était au désastreux combat du 1er septembre, Albert Duruy voit son capitaine tomber à ses côtés, la jambe fracassée par un éclat d'obus; il le charge sur ses épaules, et, sous une pluie de mitraille et de balles, l'emporte dans une maison voisine.

Puis mettant un mouchoir blanc au bout d'un bâton, il grimpe sur le toit pour avertir l'ennemi que la maison renferme des blessés: on ne doit pas tirer sur les ambulances.

Peu à peu, les obus pleuvent sur le toit qui prend feu, et Albert Duruy, pour éviter les flammes, se voit obligé de sauter de la hauteur d'un deuxième étage. Dans sa chute il se déboîte le genou et trouve encore la force de se traîner jusque dans un bois, où les Prussiens le découvrent et le font prisonnier.

Du reste, si la mort l'a épargné, ce n'est pas faute qu'il l'ait bravée. A Wissembourg, il combattait dans les rangs du 1^{er} tirailleurs algériens, dont quelques hommes seulement sont revenus. Vers la fin de la bataille, Albert Duruy se trouve isolé avec un sergent-major dans le bois, au pied de la hauteur qu'on leur avait fait si mal à propos abandonner, et il voit un régiment de Prussiens qui descendait à travers les vignes pour occuper le même plateau.

— Si vous êtes de mon avis, dit-il au sergent-major, nous allons nous amuser un peu à venger nos camarades. Combien de cartouches?

Les poches retournées, ils en avaient trente à eux deux. Après avoir partagé, ils prirent position chacun derrière un arbre, et, prenant leur temps pour ajuster avec précision, ils abattirent chacun quinze ennemis. Aucune balle ne fut perdue.

Les munitions épuisées, il fallut songer à battre en retraite. Ils avaient derrière eux une haie, un fossé, puis le talus du chemin de fer haut de je ne sais combien de mètres. Au moment où ils sortirent de leur cachette, les Prussiens firent un décharge générale. Le pauvre sergent-major tomba criblé de balles. Quant à Albert Duruy, il essaya encore deux fois le feu de tout le régiment sans être atteint, et parvint à se mettre en sûreté.

VARIÉTÉS

LA CHASSE AUX PRUSSIENS

(Voir le numéro d'hier).

Le premier passe; on lui attache les mains derrière le dos, et on le mène au fourgon.

— Numéro deux, passez!

Le second sort, on lui attache également les mains derrière le dos, et il va rejoindre son camarade.

Et ensuite jusqu'au quatorzième. Une fois tous les Prussiens emballés, fouette cocher, et en route pour Neufchâteau.

Quelques jours plus tard, nous nous trouvons trois d'entre nous à la gare de Gray: Bayle, Forgues et moi, attendant la correspondance du train de Dijon, quand arrivèrent plusieurs voitures remplies de prisonniers. Dans le nombre se trouvaient les Prussiens capturés par Bombonnel. J'allai causer avec l'un d'eux,

un grand gaillard haut de deux mètres, avec des joues pleines et rebondies, ces joues qui font pâmer d'aise les blondes Gretchen de Germanie à la brasserie des *Vergiss-me-Richt*.

— Ah! monsieur, me dit-il, si la France avait dix mille colonels comme Bombonnel, nous n'irions pas loin.

Ce n'est pas étonnant, Bombonnel a passé dix huit cents mitrs à l'affût aux panthères et aux lions: quand on en tue autant que lui on peut bien s'escrimer contre une armée du roi Guillaume.

Dans dix ans d'ici, l'histoire que je viens de raconter sera passée à l'état de légende, et dans toute la Haute-Marne on racontera le coup de main du hardi capitaine.

Bombonnel avait encore eu une idée magnifique. A Dijon, où il demeure pendant les nombreux loisirs que lui laissent ses chasses, presque abandonnées par lui maintenant (il a 58 ans), il avait inventé une mitrailleuse en carton. Je ne veux pas vous en expliquer le mécanisme, car je courrais risque de me tromper; mais il suffit de savoir que cette mitrailleuse, très-facile à exécuter, pouvait lancer à une distance de 300 mètres quelque chose comme trente ou quarante balles. Or, voici le plan qu'avait conçu Bombonnel et qu'il nous expliqua un beau jour. Inutile de dire avec quel enthousiasme il fut accueilli; il ne fallut rien moins que les défaites de l'armée française pour en arrêter l'exécution.

Il avait qu'à Saint-Dizier se trouvent environ mille ou douze cents hommes de troupes prussiennes. Saint-Dizier est un chef-lieu d'arrondissement de la Haute-Marne, à environ quarante kilomètres de Joinville où nous nous trouvons. Nous étions quinze: avec cinq voitures, on pouvait en quatre heures faire le trajet. Arrivés-là, nous campions dans un petit village nommé Morlaire, situé sur les confins de la forêt du Val, et nous attendions cent cinquante mobiles de Chaumont que le capitaine avait demandés.

Une fois réunis, nous faisons feu à poudre de douze mitrailleuses en carton, et nous envoyons un parlementaire au commandant de St-Dizier, lui déclarant que nous étions douze cents, postés dans les bois avec l'artillerie; qu'en conséquence il eût à se rendre, moyennant quoi lui et ses hommes seraient désarmés et renvoyés en Prusse, à la condition qu'ils ne se battraient plus pendant toute la durée de la guerre.

Ce plan peut faire hausser les épaules à ceux qui suivent les événements de leur fauteuil; mais quand on a vu tout cela de près, je soutiens que de pareils faits seront toujours suivis d'une pleine réussite.

En voici un exemple:

On apprend à deux des nôtres que huit Prussiens passent tous les soirs par un chemin de traverse qui va de Poissons à Juzennecourt, deux chefs-lieux de canton de la Haute-Marne, situés à 28 kilomètres l'un de l'autre, et appartenant: le premier à l'arrondissement de Vassy, le second à celui de Chaumont.

L'un de ces francs-tireurs se nomme Brulet (de Dijon), l'autre avait été nommé par nous le Frère. Je n'ai jamais su son autre nom: ce sobriquet lui était venu d'une manière assez curieuse.

Le jour de son départ, il voulait à toute force nous embrasser les uns et les autres:

— Nous sommes frères, disait-il. Nous allons courir ensemble des périls mortels; il faut nous unir dans un même baiser. Nous sommes frères!

Puis, descendant de son wagon, et cherchant celui où était Bombonnel:

— Je veux voir le capitaine! Le capitaine est mon frère! Je veux embrasser le capitaine; le capitaine est mon frère; nous sommes tous frères!

Cette fraternité ne l'empêcha pas de très-bien se conduire pendant tout le temps de la campagne. Mais revenons à notre récit.

On leur avait donc dit que tous les soirs, vers neuf heures, huit Prussiens passaient par ce chemin de traverse.

Brulet et le Frère allèrent se poster dans un bois aux environs de Poissons où se trouve un petit village nommé Saint-Urbain.

En effet, le soir, à neuf heures, ils virent nos gaillards déboucher de Saint-Urbain, et remonter du côté qui conduit au chemin de traverse de Juzennecourt. Ils font feu et se montrent. Immédiatement, les Prussiens sautent dans le bois et disparaissent.

Depuis ce jour on ne les a plus revus.

Un détail curieux pour finir. C'est à Saint-Urbain, ce petit village dont je viens de parler, qu'est né le général Frossard. Quand les Prussiens furent entrés dans la Haute-Marne, leur premier soin fut d'aller à Saint-Urbain; comme on leur en demandait la raison, ils répondirent qu'ils allaient brûler le château de M. Frossard.

Mais jamais le général Frossard n'a eu de château à Saint-Urbain!

Pour tous les articles non signés: EVRAND.

Imprimerie P. Mougin-Rusand, rue Stella, 3.